



MARDI 24 MARS 2020

CONTRE L'ÉTAT D'URGENCE PATRONAL

Le gouvernement a fait voter ce weekend son « état d'urgence sanitaire » censé permettre de gagner la « guerre » contre l'épidémie. Mais ce n'est pas cet état d'urgence qui va améliorer l'état des urgences et du service public hospitalier, alors que les morts se comptent par centaines – y compris des soignants – et les malades graves par milliers dans des hôpitaux débordés, sans oublier la situation catastrophique dans les Ehpad. C'est la santé des entreprises qui intéresse plus le gouvernement.

La stratégie du choc

Rien dans ces mesures ne permet de pallier la pénurie de masques, de tests, de lits... que dénoncent les soignants. En revanche une flopée d'annonces en faveur du patronat pour faire payer le prix du confinement aux salariés et au reste de la population. Les employeurs sont désormais libres d'imposer ou de modifier unilatéralement les RTT et jours de repos, de déroger aux réglementations sur le temps de travail ou sur le repos dominical.

Il leur suffit simplement de justifier que leurs entreprises seraient *“particulièrement nécessaires à la sécurité de la nation ou à la continuité de la vie économique et sociale”*. Une formule assez vague pour englober à peu près n'importe quel type d'activité. Ainsi Decathlon vient d'imposer à ses 23 000 salariés en France de poser tous leurs congés restants pendant la période de leur confinement... Et la porte-parole du groupe d'affirmer sans rire que cette mesure est prise pour leur *“garantir 100% du salaire net”* plutôt qu'un chômage partiel à 84% du salaire aux frais de l'État !

En somme, quelle que soit la solution choisie, les journées passées en confinement seront à la charge des salariés. Cerise empoisonnée sur le gâteau, ces mesures prétendument destinées à lutter contre l'épidémie ne sont pas clairement limitées dans le temps. Elles pourront apparemment s'appliquer après la fin de la crise !

Police partout

À cet état d'urgence patronal s'ajoute un durcissement croissant du confinement. Mais pas partout. Dans les lieux publics... mais pas dans les entreprises « non nécessaires aux besoins vitaux », qui confinent d'autorité leurs ouvriers sur des lieux travail insalubres. Pas d'amendes ni de garde-à-vue contre les dirigeants d'Amazon et leurs pareils. Mais il faut voir le zèle de la

police à verbaliser tous ceux qui ont le malheur de tomber sur leur chemin. Même les sans-abris n'y échappent pas. Autant de tracasseries qui épargnent les plus riches à l'abri dans leurs belles résidences secondaires ou leurs demeures spacieuses des beaux quartiers.

Le travail c'est pas la santé

La ministre du travail Muriel Pénicaud l'a répété : refuser d'aller travailler en pleine pandémie serait du *“défaitisme”*. Fort de cet appui gouvernemental, les patrons se permettent tous les coups de pression contre les travailleurs qui cherchent à exercer leur droit de retrait, comme à la Poste où de très nombreux facteurs ont à juste titre refusé de reprendre le travail. Alors, quand le bâton est inefficace, on sort quelques maigres carottes. On promet aux conducteurs de bus de la RATP la fin de la vente des tickets ou l'isolement de la cabine du conducteur. Mais de là à parler d'authentique et sérieuses mesures de désinfection, il y a un monde !

Et comment croire qu'il soit possible d'appliquer dans les usines – qui continuent de tourner dans des secteurs aussi importants pour la santé que l'automobile ou l'aéronautique ! – les fameux gestes barrières ? Même quand les chefs dotent les ouvriers de masques FFP2 et de gants, alors qu'ils font défaut dans les hôpitaux, leur effet est immédiatement annulé par la promiscuité dans les vestiaires ou dans les transports en commun.

Toutes les trompettes de l'union sacrée cherchent à nous étourdir pour nous faire oublier l'irresponsabilité du gouvernement et du patronat. L'ordonnance que les travailleurs doivent leur prescrire commence à être très chargée... Nous ne paierons leur indigence ni de notre travail, ni de notre santé.



Jusqu'à quand ?

À l'atelier de Saint-Ouen, le nombre de contaminés ne cesse d'augmenter, lundi matin on nous annonçait 2 cas avérés plus un troisième potentiel, en réalité nous savons que c'est davantage encore... La direction dit qu'il n'y a pas de cas contacts car pour cela il faudrait avoir été à moins d'un mètre pendant plus de 15 minutes, c'est vrai qu'en bossant on se trimbale avec nos règles et nos chronomètres ! Encore une preuve qu'elle veut nous voir au boulot et ce malgré la situation. C'est vrai que l'atelier est quasiment vide car la Régie met la pression pour des arrêts de travail en cas de doutes. Mais ce qu'il faut c'est fermer les ateliers, pour se protéger les uns et les autres et exiger que l'on soit payé entièrement : salaires et primes ! Combien de cas la direction attendra-t-elle ? Toutes les mesures minimales ça fait déjà quatre semaines qu'on lui réclame, et le peu qu'elle a fait, elle le fait trop tard. Cette situation met bien en lumière les intérêts de ceux qui nous dirigent ! Nous les travailleurs, on a bien de nombreuses contre-propositions à imposer !

La culture du fric ... et des microbes

La régie prétend avoir pris toutes les mesures nécessaires pour assurer aux conducteurs de bus de travailler dans de bonnes conditions sans risquer leur santé à chaque fois qu'ils vont travailler. Alors pas de soucis et au boulot, nous dit la direction. Pas de soucis car les bus sont soi-disant nettoyés. Problème, ce sont souvent les mêmes chiffons qui servent à nettoyer l'ensemble du bus que ce soient les barres ou le poste de conduite, répandant les germes sur toutes les surfaces. Et avec quels produits ? Les mêmes que d'habitude. Aucun moyen supplémentaire ne semble être donné aux salariés qui nettoient, ni pour décontaminer ni pour se protéger.

La régie en refusant d'y mettre les moyens nécessaires, envoie les salariés bosser dans des bus transformés en bouillon de culture. Mais on n'arrête pas la machine à sous simplement pour la santé des salariés.

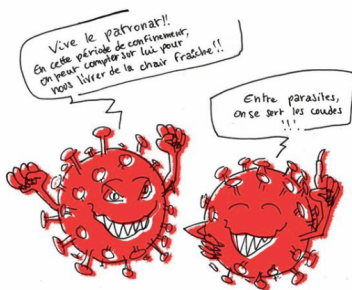
Nettoyage opaque

On nous annonce que les bus et rames de métros sont nettoyés régulièrement. A quelle fréquence ? On se le demande toujours. Dans bien des ateliers, on attend les équipes des sous-traitants du nettoyage sans jamais les voir. Dans les bus, les chauffeurs qui prennent leur service préfèrent pour beaucoup laver eux-mêmes leur poste de conduite par sécurité, avec les moyens du bord (quelques lingettes et du gel hydroalcoolique). Et surprise ! Les lingettes reviennent souvent noires. Il n'y a aucune transparence sur le nettoyage, nous n'avons aucun contrôle et on devrait croire tranquillement notre direction quand elle nous dit qu'il n'y a aucun risque quand on va au charbon ? On devrait bosser à tout prix par « civisme » et au nom d'une prétendue union nationale au service du patronat. Opposons-le contrôle ouvrier !

RATB : Régie autonome des transports de banquettes

La RATP a pour mission d'assurer un service minimum lors de cet épisode d'épidémie du Covid-19, mais aujourd'hui c'est un service minimum...à son maximum. Combien d'entre-nous baladent des sièges vides d'un terminus à l'autre sachant que le gouvernement ordonne le confinement, limite les déplacements et interdit les regroupements. La RATP elle, demande à ses agents de continuer le travail sachant que des services spéciaux ont été créés spécialement pour le corps hospitalier et que, de ce fait, seul ces transports devraient être assurés (avec l'équipement nécessaire à savoir masque FFP2, gants, voire même charlotte et blouse jetable). Mais non, encore une fois la RATP nous demande d'assurer ses kilomètres pour éviter de payer l'amende à IDFM, en nous considérant simplement comme de la chair à canon, des matricules. Encore une fois, on nous fait risquer notre santé pour sauver le pognon de la Régie.

A nous d'imposer ce que nous pensons le plus juste pour la sécurité et la santé des agents !



NON à la répression à la RATP et dans les autres entreprises !!!

Le 23 mars, la direction de la RATP a fait savoir qu'à partir du lendemain, elle reportait tous les conseils de discipline prévus, en raison de l'épidémie du coronavirus. Dans cette période de prétendue union nationale, chercherait-elle à se faire une belle image toute propre ? Elle ne fera avaler ça à personne, car il n'y a même pas un mois, elle condamnait des militants à

la suite de la grève.

Si les conseils disciplinaires sont reportés, elle poursuit aujourd'hui l'offensive contre les salariés qui continuent à travailler dans les conditions actuelles et la poursuivra demain en réprimant toutes celles et ceux qui ont relevé la tête. Ce qu'il faut c'est l'annulation aussi bien des sanctions déjà prises (mises à pied de deux mois ou mutation) les 5 et 6 mars, mais aussi de celles planifiées à l'encontre d'Ahmed Berralah (dépôt de Flandre, Pantin) et d'Alexandre El Gamal (dépôt de Vitry).

Il osera tout Martin Hirsh

« Plus qu'un appel à l'aide », « une visibilité de trois jours », Hirsch s'épanche dans la presse sur la crise sanitaire et elle est dramatique. Les entreprises doivent fournir des masques, tous doivent donner pour financer l'hôpital public. Et ta politique des dernières années d'économies coûte que coûte sur le dos des hospitaliers et des patients ? On en parle ? Dans cette crise absolument tout est fait pour les riches. La BCE claque plus de 1000 milliards d'euros pour les États devant arroser les plus grosses firmes. Et de notre côté, RTT, vacances, limitation du temps de travail, tout y passe. Hirsch connaît ça les RTT, c'est lui qui les a sucrées en 2015 au personnel de l'AP-HP. Des millions de salariés risquent leur peau en allant bosser pour les bénéfices des patrons et en plus ils doivent donner de leur poche pour pallier les économies que fait l'État. L'argent pour notre santé, il est sur les comptes bancaires des actionnaires, allons le chercher.